

Partie 1 Généralités

1.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Une étude sur la présence de substances désignées pour le projet de réhabilitation du parc et de l'escarpement de la rue Cliff, Ottawa, Ontario a été menée conformément aux exigences de l'article 124 de la Partie II du Code canadien du travail stipulant que chaque employeur doit protéger la santé et assurer la sécurité de chaque personne qui travaille pour lui. Aussi, l'article 125(1)(z.14) du Code canadien du travail stipule que l'employeur, dans la mesure où l'employeur contrôle l'activité, doit prendre toutes les précautions nécessaires pour que soient portés à l'attention de toute personne — autre qu'un de ses employés — admise dans le lieu de travail, les risques connus ou prévisibles auxquels sa santé et sa sécurité peuvent être exposées. De plus, elle a été menée conformément à l'article 30 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, Lois refondues de l'Ontario de 1990, chapitre 0.1. En ayant à sa disposition un Rapport sur les Substances Désignées (RSD), le Représentant Ministériel sera en mesure de renseigner ses employés, ses entrepreneurs et les locataires de l'édifice au sujet des substances désignées qui peuvent être présentes et être possiblement dérangées au cours du projet. Le Représentant Ministériel informé sera alors en mesure d'imposer les précautions appropriées en matière de santé et sécurité pour toutes les personnes concernées.
- .2 Les substances désignées identifiées dans la Loi sur la santé et la sécurité au travail et les règlements correspondants sont :
 - .1 **Acrylonitrile:** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .2 **Arsenic :** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .3 **Amiante:**
 - .1 *Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)*
 - .2 « General – Waste Management » Règl. de l'Ont. 347/90 (ainsi modifié)
 - .3 Substance désignée – Amiante dans les chantiers de construction, les édifices et les travaux de réparations, Règl. de l'Ont. 278/05 (ainsi modifié)
 - .4 Politique ministérielle de TPSGC PM-057 « Gestion de l'amiante »
 - .4 **Benzène:** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .5 **Émissions de four à coke :** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .6 **Oxyde d'éthylène:** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .7 **Isocyanates:** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .8 **Plomb:**
 - .1 Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .2 « General – Waste Management » Règl. de l'Ont. 347/90 (ainsi modifié)
 - .3 Règlement sur les revêtements DORS/2005-109 (ainsi modifié), de la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation
 - .9 **Mercure:**
 - .1 Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .2 « General – Waste Management » Règl. de l'Ont. 347/90 (ainsi modifié)
 - .10 **Silice:** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
 - .11 **Chlorure de vinyle:** Substances désignées. Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié)
- .3 Tous les entrepreneurs qui demandent des soumissions à des sous-traitants doivent leur remettre le présent rapport. **Ce rapport doit être entièrement lu, incluant le texte et les tables.**

1.2 DATE DE VALIDITÉ

- .1 L'étude du secteur visé par le présent rapport a été menée le 21/01/2014 par El Houcine Faouzi, Analyste de l'Environnement au sein de la Direction des services environnementaux sous la Direction générale des biens immobiliers de TPSGC.
- .2 Les résultats d'échantillonnage et d'analyse applicables retrouvés dans le rapport de substances désignées précédent, complété pour le projet de réhabilitation du parc Cliff en juin 2009, sont référés dans ce rapport.
- .3 Le secteur des travaux se situe à la Cour Suprême du Canada, 301 rue Wellington, Ottawa, Ontario. La portée du travail proposé comprend l'identification des problèmes de végétation invasive, de drainage et d'éclairage du parc Cliff ainsi que le dérochage et la stabilisation de l'escarpement rocheux adjacent.
 - .1 L'étendue des travaux décrits dans ce rapport comprend l'inspection visuelle du contenu et des matériaux de construction pour déceler la présence de substances désignées dans les secteurs visés. L'étude porte également sur les biphényles polychlorés (BPC) et les halocarbures.
 - .2 L'inspection était limitée aux secteurs qui étaient accessibles par des moyens non-destructifs. L'inspection était limitée aux secteurs facilement accessibles
 - .3 Aucun endroit à l'extérieur des limites définies dans l'étendue des travaux n'a été inspecté.
 - .4 Avant le début des travaux, on doit s'assurer auprès du Représentant Ministériel qu'aucune autre substance désignée n'a été apportée dans le secteur visé.
 - .5 Il se peut que certains matériaux existent mais n'aient pu être raisonnablement identifiés dans le cadre de la présente évaluation ou n'aient pas été apparents lors des visites précédentes. Si des substances désignées devaient être trouvées au cours de la démolition, les travaux doivent être arrêtés, des mesures de prévention prises, et le Représentant Ministériel doit être informé immédiatement. **Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites.**

Partie 2 Substances désignées

2.1 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

- .1 **ACRYLONITRILE:** non identifié
- .2 **ARSENIC:** non identifié
- .3 **AMIANTE:** non identifié
- .4 **BENZÈNE:** non identifié
- .5 **ÉMISSIONS DE FOUR À COKE:** non identifiées
- .6 **OXYDE D'ÉTHYLÈNE:** non identifié
- .7 **ISOCYANATES:** non identifiés
- .8 **PLOMB:** identifié

Avant 1980, on l'utilisait surtout dans la peinture pour accélérer le séchage. La peinture contenant du plomb peut constituer un danger lorsqu'elle vieillit ou est endommagée, parce qu'elle produit de la poussière ou des éclats qui renferment du plomb. On trouve également du

plomb dans les joints brasés de la tuyauterie jusqu'au milieu des années 1990 et dans les anciens emboîtements et les tulipes en fonte.

- .1 Selon le *Règlement sur les revêtements DORS/2005-109* (ainsi modifié), de la *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation*, la concentration admissible du plomb dans les revêtements ne doit pas dépasser 0,009 % en masse (masse de plomb à la masse de peinture), ce qui équivaut à 90 parties par millions (ppm).
- .2 Les résultats des analyses de l'échantillonnage qui a eu lieu en 2009 indiquent que la peinture noire sur la clôture du parc de la rue Cliff contient une teneur en plomb supérieure à la limite de 90ppm rapportée dans le *Règlement sur les revêtements DORS/2005-109* (ainsi modifié), de la *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation*. Les résultats sont présentés au Tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 – Résultats des analyses – plomb

Numéro d'échant.	Description	Emplacement	Teneur en plomb (ppm)
*Cliffp-Pb-1	Peinture noire	Sur la clôture de métal du parc Cliff	1680

n/d – non décelé

Items en gras excèdent la limite de 90ppm de plomb selon le *Règlement sur les revêtements DORS/2005-109* (ainsi modifié), de la *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation*

*Rapporté dans 'Rapport de substances désignées complété pour le projet de réhabilitation du parc Cliff, juin 2009'

- .9 **MERCURE: soupçonné**
 On soupçonne que du mercure est présent sous forme de vapeur dans les lampes à décharge de haute intensité (DHI) situées dans le parc Cliff.
- .10 **SILICE: identifiée**
 Dans le secteur visé, on trouve de la silice cristalline libre dans le béton, les roches, la gunite qui a été appliquée à la face de l'escarpement pour la stabiliser, et la maçonnerie.
- .11 **.CHLORURE DE VINYLE: non identifié**
- .12 **BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC): soupçonnés**
 On soupçonne que les lampes DHI dans le parc Cliff peuvent contenir des ballasts ou condensateurs ayant des BPC, jusqu'à preuve du contraire.
- .13 **HALOCARBURES: non identifiés**
- .14 **AUTRES MATIERES DANGEREUSES : soupçonnées**
 Quoique non-considérées comme substances désignées, il est à noter que des accumulations de matière fécale aviaire peuvent être présentes dans les mangeoires pour oiseaux situées dans le parc Cliff.

2.2 RECOMMANDATIONS

- .1 **PLOMB**
 1. Si des travaux tels que ponçage à sec, meulage, polissage ou découpage sont effectués sur des matériaux contenant du plomb, les précautions appropriées stipulées dans le

Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié), de la Loi sur la santé et la sécurité au travail doivent être suivies.

Sous le Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié), de la loi sur la santé et sécurité au travail, des limites réglementaires ont été établies pour les valeurs limites d'exposition professionnelle au plomb aéroporté qui peut être présent dans un milieu de travail. La valeur moyenne d'exposition pondérée par le temps de travail (TWAEV) à la poussière ou la fumée du plomb atmosphérique ne doit excéder la limite du Ministère du Travail de 0.05 milligrammes par mètre cube (mg/m³) durant l'enlèvement des peintures et des produits contenant n'importe quelle concentration du plomb. Le TWAEV représente la concentration moyenne pondérée en fonction du temps pour une durée conventionnelle de 8 heures de travail par jour et 40 heures de travail par semaine durant laquelle elle est assumée que tout les travailleurs peuvent être exposés, d'une façon répétée, jour après jour, sans effet majeur sur leur santé.

Les entrepreneurs qui effectuent de tels travaux sur des matériaux contenant du plomb doivent s'assurer que les travailleurs ne sont pas exposés à des concentrations de poussière de plomb en suspension dans l'air supérieures à la moyenne pondérée en fonction du temps et à la concentration maximale d'exposition pour la peinture au plomb. Il est à noter que l'utilisation de chalumeaux ou d'outils mécaniques sur des matériaux à base de plomb augmente la concentration d'émanations ou de poussières de plomb en suspension dans l'air et, par conséquent, requiert une protection respiratoire accrue et des méthodes de travail contrôlées.

Le Ministère du Travail de l'Ontario a publié un document intitulé: Directives concernant l'exposition au plomb sur les chantiers de construction. Ce document classe toutes les perturbations des matériaux susceptibles de contenir du plomb comme travaux Type 1, Type 2a, Type 2b, Type 3a ou Type 3b, en se basant sur la concentration en plomb présumée dans l'air générée lors de l'exécution des travaux pour lesquelles sont définies les procédures du travail. Quoique ce document ne soit pas un règlement, les inspecteurs du Ministère du Travail de l'Ontario l'utilisent comme guide lors de l'inspection des sites.

2. L'élimination de déchets de construction contenant du plomb est contrôlée par le règlement de l'Ontario 347/90, ainsi modifié, de la Loi sur la protection de l'environnement de l'Ontario. La classification des déchets dépend des résultats de tests de lixiviation. Les déchets peuvent être classifiés comme «dangereux», «non-dangereux» ou «déchet solide enregistrable», dépendant des résultats du test de lixiviation.

Avant l'élimination, la concentration de plomb lessivant doit être déterminée pour les déchets ayant une concentration élevée de plomb en suivant la procédure de lixiviation pour déterminer les caractéristiques de la toxicité (TLCP) (règl. de l'Ont. 347/90, ainsi modifié).

.2 MERCURE

1. Le mercure est régi par le Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié), en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail. Le règlement précise les exigences concernant les niveaux d'exposition admissibles.
2. De plus, les déchets contenant du mercure font partie des déchets dangereux aux termes du Règlement de l'Ontario 347/90 (ainsi modifié) pris en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement de l'Ontario. Les tubes fluorescents des appareils d'éclairage constituent des matières dangereuses et doivent être recyclés au moment de

leur mise hors service. Pour obtenir des renseignements supplémentaires concernant le recyclage de ces tubes fluorescents, veuillez communiquer avec Représentant Ministériel.

.3 SILICE

1. On peut trouver de la silice cristalline dans le ciment. La silice cristalline est régie par le le Règl. de l'Ont. 490/09 (ainsi modifié), de la Loi sur la santé et la sécurité au travail comme une substance désignée.
2. La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Comme la silice est supposément présente dans le béton, les roches, la gunite qui a été appliquée à la face de l'escarpement pour la stabiliser, et la maçonnerie dans le secteur visé, on devra fournir une protection respiratoire et une ventilation appropriées pendant la démolition et la modification de ces structures.
3. La Direction de la Santé et Sécurité au Travail du Ministère de Travail de l'Ontario a publié un document concernant l'exposition à la silice sur les chantiers de construction. Ce document classe les perturbations des matériaux susceptibles de contenir de la silice comme Type 1, Type 2 et Type 3 et attribut différent niveaux de protection respiratoire et les procédures de travail pour chaque classification. Ces procédures de travail doivent être suivies lors de l'exécution de tout travail impliquant la perturbation des matériaux susceptibles de contenir de la silice.

.4 BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC) (NON RECONNUS COMME SUBSTANCES DÉSIGNÉES)

- .1 Les BPC ne sont pas reconnus comme substances désignées. Toutefois, une évaluation de la zone de projet a été complétée pour cette substance, puisqu'elle comporte des risques pour la santé humaine et de l'environnement. Il était impossible de déterminer si les ballasts des lampadaires ou lampes à DHI ne contenaient pas des BPC. Si des ballasts de lampes sont retirés dans le cadre de ces travaux, veuillez consulter le rapport d'Environnement Canada intitulé: Identification des ballasts de lampes contenant des BPC, août 1991, afin d'en identifier le type.
- .2 Tous les ballasts de lampes, retirés dans le cadre de ces travaux, doivent être classés par un électricien agréé.

L'équipement contenant des BPC doit être éliminé conformément:

- à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)
- aux « *lignes directrices sur la gestion des déchets contenant des biphényles polychlorés (BPC)* » du Conseil canadien des ministres de l'environnement.
- au Règl. de l'Ont. 362/90 « Gestion des déchets – BPC » en vertu de la loi sur la protection de l'environnement de l'Ontario ainsi modifié (Règl. de l'Ont. 33/07).

Tout équipement contenant des BPC qui sont retirés du site ou entreposés seront rapportés de manière appropriée en accord avec les exigences de la réglementation des BPC de la LCPE.

.5 MATIERE FÉCALE AVIAIRE (NON RECONNUE COMME SUBSTANCE DESIGNÉE)

A cause de la menace à la santé associée aux organismes mycosiques qui habitent la matière fécale aviaire, il est recommandé qu'avant la perturbation, la matière fécale aviaire soit nettoyée et enlevée en suivant les méthodes de travail appropriées conseillées à l'appendice B du

document intitulé Lignes directrices sur l'enlèvement de moisissures, 2e édition (2010) du Environmental Abatement Council of Ontario (EACO). Après le nettoyage, l'emballage et l'élimination de tout déchet affecté par la matière fécale aviaire devrait être fait de manière à ce que la contamination croisée des secteurs non-affectés soit évitée. L'élimination des déchets devrait être effectuée conformément aux juridictions locale, municipale, provinciale et/ou fédérale ayant l'autorité.

.6 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit examiner le rapport de substances désignées et prendre les précautions nécessaires pour veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs et ainsi protéger l'environnement. En vertu de l'article 30 (4) de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, la personne chargée d'engager l'entrepreneur (c.-à-d., le Représentant Ministériel) doit s'assurer que l'entrepreneur et le sous-traitant (le cas échéant) reçoivent une copie du rapport de substances désignées avant de conclure un contrat pour la réalisation des travaux dans le cadre du projet. En vertu de l'article 27 (2) (a, b, et c) de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, le superviseur doit, sur les lieux du travail, prendre toutes les précautions raisonnables afin d'assurer la protection d'un travailleur. Si vous avez des questions concernant le rapport de substances désignées, veuillez communiquer avec le Représentant Ministériel.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJECT

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION